



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 157

**Loi concernant la restauration de
l'ancienneté de certains salariés du
secteur de la santé et des services
sociaux**

Présentation

Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre de la Santé et des Services sociaux



Éditeur officiel du Québec
1991

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour objet de permettre, à certaines conditions, la déduction de l'ancienneté qu'un salarié a perdue en raison d'un licenciement collectif du travail survenu en 1989 dans le secteur de l'économie sociale.

Le projet de loi prévoit également que certaines actions en justice ne peuvent être exercées ou continuées devant un tribunal d'arrondissement.

Projet de loi 157

Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'ancienneté d'un salarié visé par un décret pris, en vertu de l'article 23 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1), relativement à un arrêt de travail survenu en 1989 est restaurée par son employeur au 1^{er} juillet 1991 suivant les conditions et les modalités prévues par entente.

En ce qui concerne les salariés d'un établissement ou d'un conseil de la santé et des services sociaux, une telle entente est conclue conformément au chapitre III ou au chapitre IV, selon le cas, de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2). En ce qui concerne les salariés à l'emploi de la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, l'entente est conclue entre cet organisme et les associations qui les représentent.

La restauration de l'ancienneté n'a pas d'effet rétroactif.

2. Sauf dans la mesure prévue par une entente visée à l'article 1, aucun recours devant un tribunal ou un arbitre ne peut être exercé ou continué contre l'établissement, le conseil de la santé et des services sociaux, la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain ou le gouvernement, selon le cas, par un salarié, l'association de salariés ou le groupement de telles associations liés par une telle entente, en raison d'une perte d'ancienneté, d'une réduction de traitement ou d'une cessation de retenue à la source

résultant de l'application, à l'occasion d'un arrêt de travail survenu en 1989, de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).